

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/41253]

**1 AVRIL 2021. — Décret relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° l'association sans but lucratif : l'association sans but lucratif visée au livre 9 du Code des sociétés et des associations :

- a) qui est assujettie à la T.V.A. ;
- b) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail au moins une personne ;
- c) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail moins de deux-cent cinquante personnes en équivalent temps plein ;
- d) qui exerce une activité économique, à savoir une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné ;
- e) dont le financement d'origine publique ne dépasse pas cinquante pour cent en dehors des aides à l'emploi, sur base des comptes 2019 approuvés ;

2° le Code NACE-BEL : la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne élaborée par l'Office belge de statistique (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 de la Commission du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

3° la plateforme web : l'application visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

4° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'association sans but lucratif correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

**Art. 2.** L'indemnité complémentaire visée aux articles 4 et 5 est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement n° 1407/2013.

**Art. 3.** Pour bénéficier de l'indemnité complémentaire visée aux articles 4 et 5, l'association sans but lucratif doit être en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

**Art. 4.** Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire à l'association sans but lucratif qui possédait en Région wallonne une unité d'établissement visée à l'article I.2., 16°, du livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique avant le 19 octobre 2020, qui a dû fermer en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la COVID-19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 mars 2020, et dont l'activité relève d'un des Codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

- 1° 56.101 du Code NACE-BEL ;
- 2° 56.102 du Code NACE-BEL ;
- 3° 56.301 du Code NACE-BEL ;
- 4° 56.302 du Code NACE-BEL ;
- 5° 56.309 du Code NACE-BEL ;
- 6° 93.110 du Code NACE-BEL ;
- 7° 93.121 à 93.129 du Code NACE-BEL ;
- 8° 93.130 du Code NACE-BEL ;
- 9° 93.199 du Code NACE-BEL ;
- 10° 93.211 du Code NACE-BEL ;
- 11° 93.212 du Code NACE-BEL ;
- 12° 93.291 du Code NACE-BEL.

L'intervention complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

- 1° 4.000 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à un ;
- 2° 6.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à un et inférieur à cinq ;
- 3° 9.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à cinq et inférieur à dix ;
- 4° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à dix.

Le Gouvernement peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la Covid-19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020.

**Art. 5.** Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire à l'association sans but lucratif qui possédait en Région wallonne une unité d'établissement visée à l'article I.2., 16°, du livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique avant le 2 novembre 2020, qui a dû fermer en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la COVID-19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 mars 2020, et dont l'activité relève d'un des Codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :

- 1° 47.990 du Code NACE-BEL pour ce qui concerne l'offre de biens à do micile ;
- 2° 55.202 du Code NACE-BEL ;
- 3° 55.300 du Code NACE-BEL ;
- 4° 56.210 du Code NACE-BEL ;
- 5° 59.140 du Code NACE-BEL ;
- 6° 82.300 du Code NACE-BEL ;
- 7° 85.510 du Code NACE-BEL ;
- 8° 85.520 du Code NACE-BEL ;
- 9° 85.532 du Code NACE-BEL ;
- 10° 90.021 du Code NACE-BEL ;
- 11° 90.041 du Code NACE-BEL ;
- 12° 90.042 du Code NACE-BEL ;
- 13° 91.030 du Code NACE-BEL ;
- 14° 91.041 du Code NACE-BEL ;
- 15° 92.000 du Code NACE-BEL pour ce qui concerne les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;
- 16° 93.292 du Code NACE-BEL ;
- 17° 93.299 du Code NACE-BEL ;
- 18° 96.021 du Code NACE-BEL ;
- 19° 96.022 du Code NACE-BEL ;
- 20° 96.040 du Code NACE-BEL ;
- 21° 96.092 du Code NACE-BEL.

L'intervention complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de :

- 1° 3.250 euros si l'effectif d'emploi est inférieur à un ;
- 2° 5.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à un et inférieur à cinq ;
- 3° 7.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à cinq et inférieur à dix ;
- 4° 9.750 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à dix.

Le Gouvernement peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de la Covid- 19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020.

**Art. 6.** L'indemnité visée aux articles 4 et 5 est attribuée une seule fois par association sans but lucratif inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

Est exclue de l'indemnité visée aux articles 4 et 5, l'association sans but lucratif qui a bénéficié d'une aide octroyée par une autre entité fédérée dans le cadre des aides octroyées en raison de l'épidémie de la COVID-19, qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020, d'un montant supérieur aux seuils minimums prévus dans le présent décret.

**Art. 7.** Dans les délais déterminés par le Gouvernement, l'association sans but lucratif introduit auprès du Gouvernement sa demande d'indemnité via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'association sans but lucratif doit, notamment, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le Code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'association sans but lucratif sollicite l'indemnité ;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;
- 4° le numéro de compte de l'association sans but lucratif.

L'association sans but lucratif déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds d'aides tels que définis dans le Règlement (UE) n° 1407/2013, à savoir 200 000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux, relever d'une activité reprise dans l'un des Codes NACE-BEL visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, et être en règle vis-à-vis des dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Le montant de l'indemnité est calculé par le Gouvernement, conformément aux articles 4 et 5, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'association sans but lucratif dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

Le Gouvernement peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toute donnée nécessaire à l'examen du dossier.

**Art. 8.** Le Gouvernement vérifie la recevabilité de la demande d'intervention financière.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, le Gouvernement suspend la demande d'intervention financière et informe l'association sans but lucratif qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention financière est considérée comme définitivement rejetée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'association sans but lucratif est informée par voie électronique que l'intervention financière est accordée.

**Art. 9.** Les indemnités visées par le présent décret ne sont pas octroyées ou sont remboursées :

1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'association sans but lucratif ;

2° en cas de fourniture, sciemment, par l'association sans but lucratif de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des indemnités, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 491 (2020-2021) N° 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 31 mars 2021.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/41253]

**1. APRIL 2021 — Dekret über die Gewährung einer ergänzenden Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die im Rahmen der COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Zur Anwendung vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne von Buch 9 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen,

a) die der MwSt. unterliegt;

b) die im Rahmen eines Arbeitsvertrags mindestens eine Person beschäftigt;

c) die im Rahmen eines Arbeitsvertrags weniger als 250 Personen als Vollzeitäquivalenten beschäftigt;

d) die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, d.h. eine Tätigkeit, die darin besteht, auf einem bestimmten Markt Güter oder Dienstleistungen anzubieten;

e) deren Finanzierung aus öffentlichen Quellen, abgesehen von Beschäftigungsbeihilfen, nicht mehr als 50% beträgt auf der Grundlage der genehmigten Konten für 2019;

2° NACE-BEL-Code: das vom belgischen Nationalen Statistischen Institut in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

3° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

4° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten der VoG beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

**Art. 2** - Die ergänzende Entschädigung im Sinne der Artikel 4 und 5 wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend 1407/2013g 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 3** - Um die ergänzende Entschädigung im Sinne der Artikel 4 und 5 zu beziehen, muss die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung ihrer Tätigkeit regeln, sowie den Steuer-, Sozial- und Umweltgesetzen und -verordnungen genügen.

**Art. 4** - Die Regierung gewährt nach von ihr bestimmten Modalitäten eine ergänzende Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 19. Oktober 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß, die anlässlich einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde, hat schließen müssen, und deren Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 56.101 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 56.102 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 56.301 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 56.309 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 93.110 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 93.121 bis 93.129 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 93.130 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 93.199 des NACE-BEL-Codes;
- 10° 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- 11° 93.212 des NACE-BEL-Codes;
- 12° 93.291 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 4.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 6.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;
- 3° 9.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Die Regierung kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde.

**Art. 5** - Die Regierung gewährt nach von ihr bestimmten Modalitäten eine ergänzende Entschädigung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die vor dem 2. November 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß, die anlässlich einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde, hat schließen müssen, und deren Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 47.990 des NACE-BEL-Codes, was das Angebot von Gütern am Wohnort betrifft;
- 2° 55.202 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 55.300 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 59.140 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 85.510 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 85.520 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 85.532 des NACE-BEL-Codes;
- 10° 90.021 des NACE-BEL-Codes;
- 11° 90.041 des NACE-BEL-Codes;
- 12° 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- 13° 91.030 des NACE-BEL-Codes;
- 14° 91.041 des NACE-BEL-Codes;
- 15° 92.000 des NACE-BEL-Codes, was die Kasinos, die Automatenspiellhallen und die Wettbüros betrifft;

- 16° 93.292 des NACE-BEL-Codes;
- 17° 93.299 des NACE-BEL-Codes;
- 18° 96.021 des NACE-BEL-Codes;
- 19° 96.022 des NACE-BEL-Codes;
- 20° 96.040 des NACE-BEL-Codes;
- 21° 96.092 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 3.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl weniger als 1 beträgt;
- 2° 5.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 1 und kleiner als 5 ist;
- 3° 7.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 9.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Die Regierung kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde.

**Art. 6** - Die Entschädigung im Sinne von Artikel 4 und 5 kann in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jede Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gewährt werden, die in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die eine Beihilfe erhalten haben, die von einer anderen förderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der wegen der COVID 19-Epidemie, die am 11. März 2020 von der Weltgesundheitsorganisation als Pandemie bezeichnet wurde, gewährten Beihilfen gewährt wurde, die sich auf einen Betrag beläuft, der die in vorliegendem Dekret vorgesehenen Höchstbeträge übertrifft, haben keinen Anspruch auf die Entschädigung im Sinne von Artikel 4 und 5.

**Art. 7** - Innerhalb der von der Regierung festgelegten Fristen reicht die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ihren Entschädigungsantrag mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Regierung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere folgende Angaben mitteilen:

- 1° ihre Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht die Entschädigung beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht insbesondere, dass sie die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge für Beihilfen, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, dass sie einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der je nach Fall in Artikel 4 § 1 Absatz 1 Ziffer 3, oder Artikel 5 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist, und dass sie den gesetzlichen Bestimmungen, die ihre Tätigkeit regeln, sowie den Steuer-, Sozial- und Umweltgesetzen und -verordnungen genügt.

Die Höhe der Entschädigung wird gemäß Artikel 4 und 5 von der Regierung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder von der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, wenn diese einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Regierung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 8** - Die Regierung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine finanzielle Beihilfe.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Regierung den Antrag auf finanzielle Beihilfe aus und informiert die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die ihren Antrag auf finanzielle Beihilfe vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, gilt der Antrag auf finanzielle Beihilfe als endgültig abgelehnt.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht auf dem elektronischen Wege darüber informiert, dass die finanzielle Beihilfe gewährt wird.

**Art. 9** - Die Entschädigungen im Sinne des vorliegenden Dekrets werden nicht gewährt, oder werden zurückerstattet:

- 1° bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;
- 2° im Falle einer absichtlichen Übermittlung durch die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Entschädigungen auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.



**Art. 10** - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.  
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.  
Namur, den 1. April 2021

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität  
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,  
soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen  
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2020-2021.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 491 (2020-2021) Nr. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 31. März 2021.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/41253]

**1 APRIL 2021. — Decreet betreffende de toekenning van een aanvullende vergoeding aan verenigingen zonder winstoogmerk die een economische activiteit uitoefenen in het kader van de COVID-19-crisis (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° de vereniging zonder winstoogmerk : de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in Boek 9 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen :

a) die aan de btw onderworpen is;

b) die ten minste één persoon met een arbeidsovereenkomst tewerkstelt;

c) die minder dan 250 voltijdequivalenten in dienst heeft met een arbeidsovereenkomst;

d) die een economische activiteit uitoefent, namelijk het aanbieden van goederen of diensten op een bepaalde markt;

e) waarvan de financiering uit publieke bronnen niet meer dan 50% bedraagt, met uitzondering van werkgelegenheidssteun, op basis van de goedgekeurde rekeningen voor 2019;

5° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

3° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfeuille;

4° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetsels van de vereniging zonder winstoogmerk die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

**Art. 2.** De in de artikelen 4 en 5 bedoelde aanvullende vergoeding wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

**Art. 3.** Om voor de in de artikelen 4 en 5 bedoelde aanvullende vergoeding in aanmerking te komen, moet de vereniging zonder winstoogmerk zich houden aan de wettelijke bepalingen die gelden voor de uitoefening van haar activiteiten en aan de fiscale, sociale en milieuwet- en regelgeving.

**Art. 4.** De Regering kent volgens de door haar bepaalde nadere regels een aanvullende vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die in het Waalse Gewest voor 19 oktober 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht, die heeft moeten sluiten ingevolge een federale of gewestelijke maatregel ter bestrijding van de COVID-19-epidemie, die door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 als pandemie is gekwalificeerd, en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1° 56.101 van de NACE-BEL-code;
- 2° 56.102 van de NACE-BEL-code;
- 3° 56.301 van de NACE-BEL-code;
- 4° 56.302 van de NACE-BEL-code;
- 5° 56.309 van de NACE-BEL-code;
- 6° 93.110 van de NACE-BEL-code;
- 7° 93.121 tot en met 93.129 van de NACE-BEL-code;
- 8° 93.130 van de NACE-BEL-code;
- 9° 93.199 van de NACE-BEL-code;
- 10° 93.211 van de NACE-BEL-code;
- 11° 93.212 van de NACE-BEL-code;
- 12° 93.291 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde aanvullende tegemoetkoming bedraagt:

- 1° 4.000 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 6.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 1 en lager dan 5;
- 3° 9.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 4° 12.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

De Regering kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie, die door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 als pandemie is gekwalificeerd.

**Art. 5.** De Regering kent volgens de door haar bepaalde nadere regels een aanvullende vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk die in het Waalse Gewest voor 2 november 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht, die heeft moeten sluiten ingevolge een federale of gewestelijke maatregel ter bestrijding van de COVID-19-epidemie, die door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 als pandemie is gekwalificeerd, en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1° 47.990 van de NACE-BEL-code wat betreft het aanbieden van goederen aan en in huis;
- 2° 55.202 van de NACE-BEL-code;
- 3° 55.300 van de NACE-BEL-code;
- 4° 56.210 van de NACE-BEL-code;
- 5° 59.140 van de NACE-BEL-code;
- 6° 82.300 van de NACE-BEL-code;
- 7° 85.510 van de NACE-BEL-code;
- 8° 85.520 van de NACE-BEL-code;
- 9° 85.532 van de NACE-BEL-code;
- 10° 90.021 van de NACE-BEL-code;
- 11° 90.041 van de NACE-BEL-code;
- 12° 90.042 van de NACE-BEL-code;
- 13° 91.030 van de NACE-BEL-code;
- 14° 91.041 van de NACE-BEL-code;
- 15° 92.000 van NACE-BEL-code wat betreft de casino's, speelautomatenhallen en wedkantoren;
- 16° 93.292 van de NACE-BEL-code;
- 17° 93.299 van de NACE-BEL-code;
- 18° 96.021 van de NACE-BEL-code;
- 19° 96.022 van de NACE-BEL-code;
- 20° 96.040 van de NACE-BEL-code;
- 21° 96.092 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde aanvullende tegemoetkoming bedraagt:

- 1° 3.250 euro als het personeelsbestand minder dan 1 bedraagt;
- 2° 5.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 1 en lager dan 5;
- 3° 7.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 4° 9.750 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

De Regering kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie, die door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 als pandemie is gekwalificeerd.

**Art. 6.** De in de artikelen 4 en 5 bedoelde vergoeding kan slechts eenmaal per vereniging zonder winstoogmerk ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

Van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde vergoeding is uitgesloten de vereniging zonder winstoogmerk die in het kader van de steunverlening wegens de COVID-19 epidemie, die door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 als pandemie is gekwalificeerd, steun heeft ontvangen van een ander deelgebied voor een bedrag dat de in dit decreet vastgestelde minimumdrempels overschrijdt.

**Art. 7.** Binnen de door de Regering vastgestelde termijnen dient de vereniging zonder winstoogmerk haar vergoedingsaanvraag in bij de Regering via een formulier op het webplatform.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de vereniging zonder winstoogmerk met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de vereniging zonder winstoogmerk de vergoeding aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de vereniging zonder winstoogmerk.

De vereniging zonder winstoogmerk verklaart met name door middel van de verklaring op erewoord als bedoeld in het tweede lid, 3°, dat zij de maximale steunbedragen zoals gedefinieerd in Verordening 1407/2013, te weten 200.000, niet overschrijdt gedurende de laatste drie belastingjaren, dat zij een activiteit uitoefent die is opgenomen in een van de NACE-BEL-codes bedoeld in artikel 4, eerste lid, of in artikel 5, eerste lid, en dat zij de wettelijke bepalingen betreffende de uitoefening van haar activiteit alsook de fiscale, sociale en milieuwetgeving en -reglementering in acht neemt.

Het bedrag van de vergoeding wordt door de Regering overeenkomstig de artikelen 4 en 5 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegegeeld via de authentieke bronnen of door de vereniging zonder winstoogmerk in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Regering kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 8.** De Regering gaat na, of de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming ontvankelijk is.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Regering de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming op en stelt zij de vereniging zonder winstoogmerk daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de steunaanvraag definitief afgewezen.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de vereniging zonder winstoogmerk er elektronisch van in kennis gesteld dat de financiële tegemoetkoming wordt toegekend.

**Art. 9.** De in dit decreet bedoelde vergoedingen worden niet toegekend of terugbetaald:

- 1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de vereniging zonder winstoogmerk van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de vergoedingen, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waals Parlement, 491 (2020-2021) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 31 maart 2021.

Bespreking.

Stemming.